

Nouvelle vague de passages vers Sebta : Symptôme d'une crise sociale m arocaine ou révélateur des limites de la gouvernance migratoire eu euro-marocaine ?

Analyse critique depuis une perspective
du Sud global



Centre Migrapress | Juillet 2026

Résumé exécutif

Cette analyse montre que la nouvelle vague de passages de jeunes Marocains vers Sebta dépasse le cadre d'une simple crise migratoire estivale. Elle révèle une crise des perspectives de la jeunesse, les limites des politiques de contrôle des frontières et les contradictions de la coopération migratoire entre le Maroc et l'Union européenne. Si l'Espagne fait face à une pression croissante sur ses capacités d'accueil, le Maroc est confronté au défi de répondre aux aspirations de sa jeunesse tout en préservant un partenariat équilibré avec l'Europe. L'étude plaide pour une gouvernance migratoire fondée sur le développement, la mobilité légale et une responsabilité partagée, plutôt que sur la seule logique sécuritaire.

Insights clés

- Le Maroc demeure un important pays d'émigration, malgré son rôle de pays d'accueil et de transit.
- Les départs reflètent surtout une crise des perspectives de la jeunesse.
- Le renforcement des frontières déplace les routes migratoires sans stopper les mobilités.
- Sebta fait face à une pression structurelle sur ses dispositifs d'accueil.
- Le Maroc est confronté à un défi à la fois social, diplomatique et stratégique.
- Les politiques sécuritaires ne répondent pas aux causes profondes des migrations.
- Une coopération équilibrée doit associer contrôle, développement et mobilité légale.
- La crise de Sebta appelle à repenser la gouvernance migratoire dans une perspective de long terme.

Les images de centaines de jeunes Marocains rejoignant Sebta à la nage, parfois au péril de leur vie, rappellent celles de mai 2021. Pourtant, réduire cet épisode à un simple « afflux migratoire » serait une erreur d'analyse. Depuis une perspective du Sud global, cette nouvelle vague révèle l'intersection de plusieurs crises : une crise des aspirations de la jeunesse marocaine, une crise de la gouvernance migratoire entre le Maroc et l'Union européenne, et une crise plus profonde de la mobilité internationale dans un monde où les frontières deviennent de plus en plus sélectives.

Loin d'être un événement exceptionnel, cette situation s'inscrit dans une dynamique structurelle qui interroge autant le modèle de développement marocain que les politiques européennes d'externalisation des frontières.

Une migration qui parle d'abord du Maroc

Le premier enseignement est que cette nouvelle vague concerne principalement des **jeunes Marocains**, et non des migrants en transit venus d'Afrique subsaharienne. Cette distinction est fondamentale.

Depuis plusieurs années, le débat public marocain s'est largement concentré sur la présence des migrants subsahariens. Or les événements de Sebta rappellent que **le Maroc demeure également un important pays d'émigration**, notamment pour une partie de sa jeunesse.

Cette réalité révèle une contradiction souvent absente des débats : un pays peut être simultanément un territoire d'accueil, de transit et de départ.

Les jeunes qui tentent de rejoindre Sebta ne fuient pas nécessairement une guerre ou une

catastrophe humanitaire. Ils expriment plutôt une **crise des perspectives sociales**. Le désir de partir traduit moins une pauvreté absolue qu'un sentiment de blocage : difficultés d'insertion professionnelle, précarité, coût de la vie, difficultés d'accès au logement et perception d'un horizon limité.

La migration apparaît alors comme une stratégie d'avenir autant qu'une forme silencieuse de contestation sociale.

La fermeture des routes ne supprime pas la mobilité

L'analyse montre également les limites des politiques sécuritaires. Depuis plus de vingt ans, l'Union européenne investit massivement dans le renforcement des frontières marocaines.

Pourtant, les départs continuent. Ils changent simplement de forme.

Lorsque les clôtures deviennent plus difficiles à franchir, les candidats utilisent la mer. Lorsque certaines routes sont fermées, d'autres apparaissent. Lorsque les visas deviennent plus restrictifs, les traversées irrégulières augmentent.

Cette dynamique confirme un constat largement établi par la recherche : **les politiques de fermeture déplacent les routes migratoires plus qu'elles ne suppriment les mobilités**.

“ Le désir de partir traduit moins une pauvreté absolue qu'un sentiment de blocage : difficultés d'insertion professionnelle, précarité,

coût de la vie, difficultés d'accès au logement et perception d'un horizon limité”

Le droit devient un facteur d'adaptation

L'arrêt rendu le 8 juillet par la Cour suprême espagnole illustre une autre caractéristique des migrations contemporaines.

Les migrants adaptent rapidement leurs stratégies aux évolutions juridiques.

Même si l'impact réel de cette décision reste difficile à mesurer, sa médiatisation peut avoir renforcé la perception qu'une traversée à la nage offre davantage de garanties contre un refoulement immédiat.

Autrement dit, les migrants ne sont pas de simples victimes passives.

Ils développent une véritable connaissance pratique des règles, des procédures et des opportunités offertes par les différents systèmes juridiques.

Cette capacité d'adaptation rappelle que la frontière est un espace de négociation permanente entre États et migrants.

Une pression croissante pour l'Espagne

Pour l'Espagne, cette situation révèle les limites du modèle actuel.

Le CETI de Sebta fonctionne régulièrement au-delà de ses capacités. Les autorités locales évoquent une pression exceptionnelle sur les services sociaux, les

dispositifs humanitaires et les infrastructures d'accueil.

Mais cette saturation n'est plus exceptionnelle. Elle devient récurrente. Chaque été, les mêmes difficultés réapparaissent.

Le Pacte européen sur la migration et l'asile risque même d'accentuer cette tension en rendant plus complexe le transfert des migrants vers la péninsule espagnole.

Autrement dit, Sebta pourrait progressivement devenir un espace de rétention durable plutôt qu'un simple point d'entrée.

Le Maroc face à une équation complexe

Pour le Maroc, cette situation présente plusieurs défis stratégiques.

Le premier est évidemment social. Le départ massif de jeunes traduit un malaise qu'aucune politique strictement sécuritaire ne peut résoudre.

Le deuxième défi est diplomatique. Le Maroc est devenu un partenaire essentiel de l'Union européenne dans le contrôle des frontières.

Chaque nouvelle vague migratoire est immédiatement interprétée à travers le prisme de cette coopération. Cette situation place Rabat dans une position délicate.

Il doit simultanément répondre aux attentes européennes en matière de contrôle migratoire tout en préservant ses propres intérêts nationaux.

Le troisième défi concerne l'image internationale du Royaume. Les images de jeunes Marocains nageant vers Sebta alimentent un récit international centré sur

l'émigration clandestine, alors même que le Maroc cherche à affirmer son rôle de puissance régionale, de hub économique africain et d'acteur majeur de la coopération Sud-Sud.

Une jeunesse qui vote avec ses pieds

Au-delà des chiffres, cette nouvelle vague migratoire traduit un phénomène plus profond.

Ces jeunes expriment une forme de défiance vis-à-vis de leur avenir. La migration devient une manière de reprendre le contrôle sur leur trajectoire de vie.

On pourrait parler d'un « **vote avec les pieds** » : lorsque les perspectives paraissent insuffisantes, partir devient une décision rationnelle, même si elle comporte des risques considérables.

Cette lecture dépasse largement les seules explications économiques.

Elle renvoie également aux aspirations sociales, aux imaginaires de mobilité et à l'influence des réseaux sociaux qui diffusent quotidiennement des récits de réussite en Europe.

“ Le Pacte européen sur la migration et l'asile risque même d'accentuer cette tension en rendant plus complexe le transfert des migrants vers la péninsule espagnole ”

Les limites du paradigme sécuritaire

Depuis une perspective du Sud global, cette crise confirme les limites d'une gouvernance fondée presque exclusivement sur la sécurité.

L'Union européenne continue d'évaluer le succès de ses politiques à travers la baisse des arrivées irrégulières.

Or cette approche tend à invisibiliser plusieurs réalités :

- les aspirations des jeunes ;
- les inégalités de mobilité entre Nord et Sud ;
- les causes structurelles des départs ;
- les coûts humains liés au renforcement des frontières.

Réduire les migrations à une question de contrôle revient à traiter les symptômes plutôt que les causes.

Quelles leçons pour le Maroc ?

Cette nouvelle vague invite le Maroc à dépasser une approche exclusivement centrée sur le contrôle des frontières.

Elle rappelle que la politique migratoire ne peut être dissociée des politiques de développement, d'emploi, d'éducation et d'inclusion des jeunes.

Elle souligne également l'importance de produire des analyses nationales sur les aspirations migratoires de la jeunesse marocaine, plutôt que de laisser les lectures européennes définir seules les priorités du débat.

Enfin, elle montre que la coopération avec l'Union européenne gagnerait à être

davantage équilibrée. Une véritable **gouvernance partenariale** devrait articuler trois dimensions : la gestion des frontières, la création d'opportunités économiques et l'ouverture de voies de mobilité légale (études, travail saisonnier, mobilité professionnelle), afin de répondre à la fois aux besoins des sociétés d'origine et de destination.

Conclusion

Cette nouvelle vague de passages vers Sebta ne constitue ni un accident ni une simple crise estivale. Elle révèle les tensions d'un système migratoire où les aspirations de mobilité d'une partie de la jeunesse marocaine se heurtent à des frontières toujours plus sélectives. Pour le Maroc, le défi est autant social que stratégique : répondre aux attentes de sa jeunesse sans réduire la migration à un problème sécuritaire. Pour l'Espagne et l'Union européenne, elle rappelle que le renforcement des contrôles, s'il peut modifier les routes et les modalités des départs, ne répond pas aux facteurs profonds qui alimentent les mobilités. Une approche durable suppose donc de dépasser la seule logique de l'endiguement pour intégrer les dimensions économiques, sociales et humaines des migrations, dans un partenariat euro-marocain fondé sur une responsabilité partagée plutôt que sur la seule gestion des frontières.

Migrapress – Plateforme numérique sur la migration

Migrapress est une plateforme numérique dédiée à la diffusion et à la vulgarisation des savoirs scientifiques sur la migration. Elle vise à rendre accessibles les recherches et analyses sur les dynamiques migratoires, les politiques publiques, la gouvernance et les enjeux sociaux et économiques liés aux mobilités humaines.

La plateforme s'adresse à un large public, incluant chercheurs, étudiants, professionnels et acteurs de la société civile, en proposant des contenus fiables, synthétiques et contextualisés.

Migrapress combine rigueur scientifique et approche pédagogique, afin de favoriser une meilleure compréhension des enjeux migratoires contemporains et de stimuler le débat informé autour des politiques et pratiques de migration.